

Demande déposée le 15/01/2026

N° PC 083 099 25 O 0041 M01

Par :	<b>Monsieur LHYVERNET RODOLPHE</b>
Demeurant au :	195 avenue Jacques Artufel 83700 ST RAPHAEL
Sur un terrain sis au :	77 Chemin Camp de Vidal 83480 PUGET SUR ARGENS
Parcelles cadastrées :	99 B 2262, 99 B 2276
Nature des Travaux :	<b>MODIFICATION DE L'IMPLANTATION DU POOL-HOUSE , DE LA PISCINE ET DES OUVERTURES EN FAÇADES + CREATION D'UN LOCAL TECHNIQUE</b>

**Le Maire de la Ville de PUGET SUR ARGENS**

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de PUGET SUR ARGENS approuvé par délibération le 29 Avril 2021, sa modification N°1 approuvée le 13 octobre 2022 et sa modification N°2 approuvée le 26 septembre 2024,

VU l'arrêté préfectoral numéro 2017/01/004 du 08 février 2017 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Var,

VU le permis de construire numéro PC 083 099 25 O 0041 accordé le 18/08/2025, en vue d'édifier une maison individuelle avec garage et piscine, pour une surface de plancher créée de 104.55 m<sup>2</sup>, sur un terrain situé au 77 CHEMIN DE CAMP DE VIDAL, LOTISSEMENT « LE CLOS ST PIERRE », LOT 6, à Puget sur Argens,

VU la demande de permis de construire modificatif présentée le 15/01/2026 par Monsieur LHYVERNET RODOLPHE, en vue de procéder à la modification de l'implantation du pool-house et de la piscine, de modifier les ouvertures en façades et d'implanter un local technique d'une hauteur intérieure inférieure à 1.80 m, sans modification de la surface de plancher, sur un terrain situé au 77 Chemin Camp de Vidal à PUGET SUR ARGENS,

Considérant que le présent projet respecte le règlement de la zone 1AUc du règlement du Plan Local d'Urbanisme de PUGET SUR ARGENS approuvé par délibération le 29 Avril 2021 et sa modification N°1 approuvée le 13 octobre 2022,

Considérant que le présent projet respecte le règlement du Lotissement "CLOS ST-PIERRE" approuvé le 11/04/2024,

**ARRETE**

**Article 1 : Le présent Permis de Construire Modificatif est ACCORDÉ** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées aux articles suivants.

Surface de plancher créée :

0 m<sup>2</sup>

Si dossier modificatif

Surface de plancher antérieure :

104,55 m<sup>2</sup>

Surface de plancher nouvelle :

104.55 m<sup>2</sup>

**AFFICHÉ**

du ..... 21.10.126 .....

au ..... 21.10.3.126 .....

## **Article 2 : PARTICIPATIONS FINANCIERES**

La présente décision donnera lieu à la perception des taxes et redevances ci-après :

- **La taxe d'aménagement part communale majorée 17.53 %**
- La taxe d'aménagement part départementale 2,3 %
- La redevance d'archéologie préventive 0,4 %

## **Article 3 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Les prescriptions et réserves mentionnées dans e permis de construire n°083 099 25 O 0041 délivré en date du 18/08/2025 demeurent valables.

## **Article 4 : REJETS DES EAUX PLUVIALES**

Le pétitionnaire devra réaliser sur sa parcelle un dispositif de récupération des eaux pluviales afin d'obtenir une rétention à la parcelle. La surface imperméabilisée totale du présent projet étant de 176 m<sup>2</sup>, considérant que la superficie maximale autorisée pour le raccordement au bassin de rétention du lotissement est de 134 m<sup>2</sup> pour le lot 6, le pétitionnaire devra réaliser un bassin de rétention de **4.62 m<sup>3</sup>** (0.11 m<sup>3</sup> X 42 m<sup>2</sup> = 4.62 m<sup>3</sup>).

## **Article 5 : CONTROLE**

Conformément à l'article L 460-1 du Code de l'urbanisme, le représentant de l'Etat (DDTM), le Maire ou ses délégués peuvent à tout moment effectuer des visites de chantier afin de contrôler la conformité des constructions avec la présente autorisation. Ce droit de visite pourra être aussi exercé après l'achèvement des travaux pendant deux ans.

A Puget Sur Argens, le 21 janvier 2026

Pour le Maire

Le 1<sup>er</sup> Adjoint au maire  
Délégué à l'Urbanisme



Jean-François MOISSIN

**NOTA BENE :** La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

*La présente décision est affichée le ...*

*pendant une durée légale de deux mois*

en mairie de PUGET SUR ARGENS 83480 - 137 Boulevard CAVALIER (panneaux affichage hall service urbanisme)  
et est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

---

### **INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif de Toulon d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le demandeur peut également, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision (ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat). Le silence gardé sur ce recours pendant plus de deux mois par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux.

#### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers** : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances